

TOUT NE VA PAS BIEN SE PASSER, BATTONS-NOUS !

Luc Thibault, Schio, Italie, 19-5-2020

S'il est vrai que, comme nous l'entendons de partout, le monde post-pandémique ne sera plus le même d'avant, à quels changements devons-nous nous attendre, quels sont les scénarios qui se préparent ?

Disons la vérité : l'économie, du moins en Europe et surtout en Italie, était déjà aux prises avec une longue stagnation qui a débuté avec la crise financière de 2008. Bien entendu, les chiffres obtenus à partir des analyses et des projections des centres les plus réputés laissent entrevoir un avenir encore plus sombre. Bien pire, en effet.

En mars et avril, selon le Centre d'études de la Confindustria, la production industrielle s'est effondrée de 50 %. Les chiffres sectoriels du rapport sont précédés de cette considération : *"La fin du confinement, à partir d'aujourd'hui, ne générera pas une reprise rapide car les familles continueront à être prudentes et à épargner également par précaution, les entreprises devront écouler les stocks accumulés ces derniers mois tandis que la demande extérieure sera affectée par la contraction générale de l'activité en Europe ... Les perspectives sont incertaines et liées à l'évolution de la crise sanitaire"*.

Même dans cette crise, le poids anormal atteint par le secteur financier et spéculatif (c'est-à-dire plus spécifiquement parasitaire) de l'économie est évident, et les énormes masses d'argent en jeu risquent de devenir des bombes à retardement. Quelques jours plus tard, les observateurs économiques se demandaient pourquoi le prix des titres liés aux entreprises était si élevé alors que leur rentabilité réelle était en chute libre. Dans le journal de la Confindustria, *Sole 24 Ore*, Morya Longo tente de répondre à cette question et écrit que les banques centrales du monde entier achèteront cinq mille milliards de dollars de titres divers d'ici la fin de l'année, *"jetant ainsi une énorme quantité de liquidités sur les marchés"*. Et alors ? Alors, *"les investisseurs pleins d'argent doivent le mettre quelque part. Ils investissent donc même s'ils ne croient pas tellement à la future reprise"*. Et dans l'asile des fous de l'économie financière, ces "investisseurs" achètent les mêmes titres que les banques centrales (y compris des obligations d'État), ou en bourse *"ils parient sur les entreprises qui profitent le plus de la crise. Ils achètent donc tous les grandes entreprises technologiques américaines ou les sociétés pharmaceutiques, laissant derrière eux les secteurs les plus pénalisés par Covid-19"*. Il est difficile de trouver dans cette logique une trace de cette "solidarité" avec laquelle tous les gouvernements tentent de tromper leurs peuples.

Pour ceux qui souffrent des crises, c'est-à-dire pour la majorité de la population, les nouvelles sur les différents décrets d'urgence chaotiques se mélangent à celles sur les crédits annoncés par la Banque Centrale Européenne. Ici aussi, il s'agit de rivières de milliards. On prétend protéger ainsi la santé des citoyens, aider les entreprises, aider les travailleurs. Les motivations

officielles de toutes ces mesures se confondent au fur et à mesure que les divisions, les contrastes entre États, la ruse des grands groupes financiers et industriels, les grandes et petites manœuvres spéculatives prennent forme. "*Aucun gouvernement de la République n'avait jamais eu autant d'argent à dépenser*", lit-on sur l'Italie dans *La Stampa* du 14 mai.

Mais que ce soit en Italie, en Europe ou aux États-Unis, on se demande où était caché tout cet argent jusqu'à il y a quelques mois. En tout cas, il y en avait et il y en a encore. Et, du moins en ce qui concerne les travailleurs et la partie la plus pauvre de la population, il est un peu difficile de croire qu'une classe dirigeante qui, déjà avant la pandémie, ne pouvait pas trouver de solution pour sortir de la crise économique et qui a laissé les hôpitaux et les maisons de retraite se transformer en foyers d'infection avec des milliers de décès, soit maintenant en mesure de garantir une reprise dont tout le monde devrait bénéficier.

Il est bon que les travailleurs gardent cela à l'esprit. Car s'il est vrai que chaque crise est une histoire en soi, le passé nous enseigne que les grandes crises ont au moins deux conséquences certaines. D'une part, une concentration des entreprises dans des groupes plus puissants qu'auparavant et, d'autre part, une augmentation du chômage. Autour de ces deux phénomènes principaux, il y a toute une série de conséquences sociales, telles que la polarisation de la richesse entre les mains d'une couche plus réduite de la grande bourgeoisie, l'augmentation de la pauvreté dans de plus grandes parties de la population, une nouvelle détérioration des conditions de travail, aidée par la propagande sur la nécessité de faire des sacrifices pour la reprise, la relance ou quel que soit le nom qu'on lui donne.

Dans le climat de douceur instauré par le gouvernement, avec le patriotisme bon marché qui est passé directement des discours des ministres à la publicité des marques les plus célèbres, sans parler des enseignes tricolores insérées en annexe des grands journaux ou vendus pour quelques euros dans les supermarchés, on tente de faire passer l'idée d'un intérêt commun à "sauver les entreprises". Les travailleurs avec les patrons. Mais sauver des entreprises ne signifie pas nécessairement sauver des emplois. Une entreprise reste une entreprise même si elle passe de cent à cinquante employés. Dans les jours à venir, il deviendra de plus en plus évident que les intérêts des travailleurs ne sont pas ceux de leurs employeurs.

Pour des raisons de convenance électorale, afin de ne pas alimenter l'agitation sociale, afin de ne pas déprimer complètement le marché intérieur, le gouvernement Conte a pris un certain nombre de mesures pour bloquer les licenciements pour raisons économiques, probablement jusqu'à la fin juillet. Autre exemple de la politique "sociale" du gouvernement est la régularisation temporaire d'un certain nombre de travailleurs immigrés clandestins. Ce sont toutes des formes de solidarité à trois sous auxquelles on ne peut pas faire confiance. Mais ils constituent au moins un point de départ pour formuler les revendications générales dont l'ensemble de la classe ouvrière a besoin pour se défendre contre les effets de l'ancienne et de la nouvelle crise.

Nous devons lutter collectivement pour que l'interdiction des licenciements soit prolongée et étendue jusqu'à ce que le chômage ne soit plus la menace la plus dramatique pour les familles des travailleurs; pour que les travailleurs immigrés soient libérés du chantage et de l'intimidation des employeurs et puissent travailler avec tous leurs droits contractuels et sans

date d'expiration dans leur permis de travail; pour que les mesures de protection contre la pandémie promues par les autorités sanitaires soient respectées et constituent une condition préalable à l'exercice de l'activité des entreprises; pour que les coûts des fermetures d'entreprises ne retombent pas sur les travailleurs et que les fonds de licenciement ne soient pas limités dans le temps; et pour que les différentes subventions aux chômeurs n'aient pas de date d'expiration.